

Questions orales

à la Chambre qu'il n'entendait pas bousculer les Canadiens en matière constitutionnelle. N'est-il pas temps que le premier ministre et son gouvernement arrêtent de bousculer les Canadiens pour imposer la TPS?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne crois pas avoir jamais vu spectacle aussi révoltant que l'assaut des sénateurs libéraux contre le Président du Sénat.

Cela est sans précédent, et je suis désolé que le leader de l'opposition ait été du nombre, car le Président d'une chambre a le pouvoir et la responsabilité d'y faire régner l'ordre. Il est temps qu'il intervienne de manière décisive et il mérite nos applaudissements. Tous les Canadiens l'applaudiront.

M. le Président: Je ne peux pas présumer de la nature de la prochaine question. J'ai écouté attentivement le chef de l'opposition, y compris l'argumentation de son entrée en matière. La question m'a semblé recevable parce qu'il s'agit d'une nomination du premier ministre.

Cependant, je doute fort qu'on puisse poser dans cette enceinte des questions portant directement sur les travaux mêmes de l'autre endroit. Pour l'instant, voilà la décision que je dois prendre.

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je vais me conformer à votre décision puisque le vice-premier ministre vient, en fait, de reconnaître que le Président du Sénat agissait selon les instructions du gouvernement et du premier ministre.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai en main un document du ministère des Finances dans lequel le gouvernement admet que la TPS est viciée et dit qu'il a l'intention d'y apporter diverses modifications.

Voici ma question au vice-premier ministre: si le gouvernement admet que la TPS est viciée, pourquoi, au lieu de vouloir la faire adopter à tout prix, ne la retire-t-il pas

tout simplement? Pourquoi ne pas supprimer cette taxe et laisser respirer les Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a mal interprété ma réponse à sa première question.

Des voix: Oh, oh!

• (1420)

M. Mazankowski: Ce que j'ai dit très clairement, c'est que la décision du Président, à l'autre endroit, a été appuyée par la majorité. Cela est conforme à la tradition du Sénat.

Lorsqu'ils formaient la majorité, les sénateurs libéraux trouvaient parfaitement normal de contester et d'infirmer une décision du Président. Il est plutôt curieux qu'ils n'acceptent pas le même principe maintenant.

Le problème, aujourd'hui, c'est que la majorité a changé et que c'est une majorité conservatrice. Le chef de l'opposition ne semble pas vouloir l'admettre.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le vice-premier ministre parle d'une majorité de sénateurs, mais les Canadiens se souviendront que cette majorité n'existe que parce que le premier ministre a nommé au Sénat une bande de conservateurs prêts à voter pour la TPS sans se soucier du fait qu'elle est rejetée par la majorité des Canadiens.

[Français]

Monsieur le Président, les modifications envisagées dans le document du ministère des Finances confirment que la TPS présente des erreurs, notamment en ce qui concerne les touristes et les frais de taxi. Je demande donc au ministre: Puisque le gouvernement admet finalement que la TPS présente des erreurs, du moins dans ces domaines, pourquoi ne mentionne-t-il pas également les livres? Pourquoi insiste-t-il toujours pour taxer le livre? Pourquoi le gouvernement veut-il, encore une fois, imposer l'ignorance? Pourquoi?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, dans la première partie de sa question, le chef de l'opposition s'en prenait au premier